

# Charles Michel forcé de revenir sur ses engagements à l'ONU

MATHIEU COLLEYN

Charles Michel a-t-il parlé trop vite à la tribune de l'ONU en septembre dernier? «*Mon pays signera à Marrakech en décembre le pacte global pour la migration, annonçait alors le Premier ministre belge. Ce texte est une avancée majeure qui clarifie les différents concepts et offre un levier pour une gestion organisée et maîtrisée de la mobilité internationale.*»

L'engagement était donc clair, soutenu par une conviction: «*Les extrémistes et les trafiquants d'êtres humains sont dans le même sac. Ils instrumentalisent et alimentent la question migratoire. Pour les uns, à des fins électorales et politiques. Pour les autres, à des fins bassement financières.*»

## Francken change d'avis

Cette adhésion enthousiaste est aujourd'hui doucée par la N-VA, et le secrétaire d'Etat Theo Francken, en

charge des Migrations, a indiqué dans la presse flamande mercredi que la Belgique ne signerait pas ce texte. Cette position radicale était vite atténuée par le vice-Premier ministre N-VA Jan Jambon. Celui-ci indiquait toutefois que le gouvernement n'avait pas arrêté de position quant à ce pacte. Celui-ci est non contraignant mais engage les Etats signataires à œuvrer pour l'organisation du droit de mi-

grer à l'échelle mondiale. Ce texte conçoit la migration comme un facteur d'unité plutôt que de division et dans l'un de ses articles, n'appréhende l'enfermement des migrants que comme dernier recours, ont relevé plusieurs députés mercredi à la Chambre. Ceci explique sans doute pourquoi un certain nombre d'Etats, souvent dirigés par des populistes, ont récemment exprimé des réserves. C'est le cas de la Bulgarie, de la Hongrie, de l'Autriche mais aussi des USA. Le Premier ministre belge a évoqué les

Pays-Bas et le Danemark.

Logique, la N-VA était attaquée sur sa droite pour n'avoir pas réagi ni avant ni au moment où Charles Michel s'exprimait à l'ONU. À noter que ce discours était soutenu par une position arrêtée dans le cadre de réunions impliquant plusieurs niveaux de l'Etat. «*Divers organismes relevant du ministre de l'Intérieur et du secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration ont participé activement aux débats afin de déterminer la position de négociation de la Belgique*», avait notamment précisé le vice-Premier ministre Open Vld Alexander De Croo à la Chambre. «*Pour le dire platement, Theo Francken a changé d'avis*», affirme une source gouvernementale.

En escadrille, l'opposition n'a pas manqué d'interroger Charles Michel sur la valeur de la parole de la Belgique sur la scène internationale et sur la sienne en particulier. La Bel-

gique allait-elle signer ce pacte ou se ranger derrière les Etats populistes qui «*tirent l'Europe vers le bas*»?

Pas de réponse du Premier qui s'est défendu en expliquant que les services belges avaient validé la position exprimée à l'ONU mais que depuis, élément nouveau, un certain nombre d'Etats avaient exprimé des doutes. Cela justifie à ses yeux que le gouvernement se penche sur ce texte pour «*en évaluer toutes les conséquences*». Le MR a choisi de ne pas s'exprimer à la tribune de la Chambre. Comme d'ailleurs les autres partis de la majorité fédérale, la N-VA, le CD&V et l'Open Vld.

## «Mon pays signera le pacte global pour la migration.»

CHARLES MICHEL  
A LA TRIBUNE DE L'ONU  
FIN SEPTEMBRE